

Les aides publiques limitent les effets de la crise bovine

Stabilité du résultat agricole grâce à la bonne tenue des prix de la plupart des produits en 2001. Les subventions maintiennent le revenu des éleveurs de bovins à son niveau de 1999. Les élevages ovins, porcins et avicoles bénéficient à nouveau de bons prix.

Le résultat agricole moyen par actif de l'ensemble des exploitations professionnelles progresse en termes réels de 0,4 % en 2001. Comme en 2000, mais de manière encore plus prononcée, cette quasi-stabilité provient de deux évolutions contraires. Les prix agricoles en hausse de 2,0 % et l'augmentation de 6 % des subventions sur les produits, versées au titre de l'année 2001

favorisent le résultat agricole. Mais la nette baisse du volume de la production comme le coût des consommations intermédiaires influent négativement.

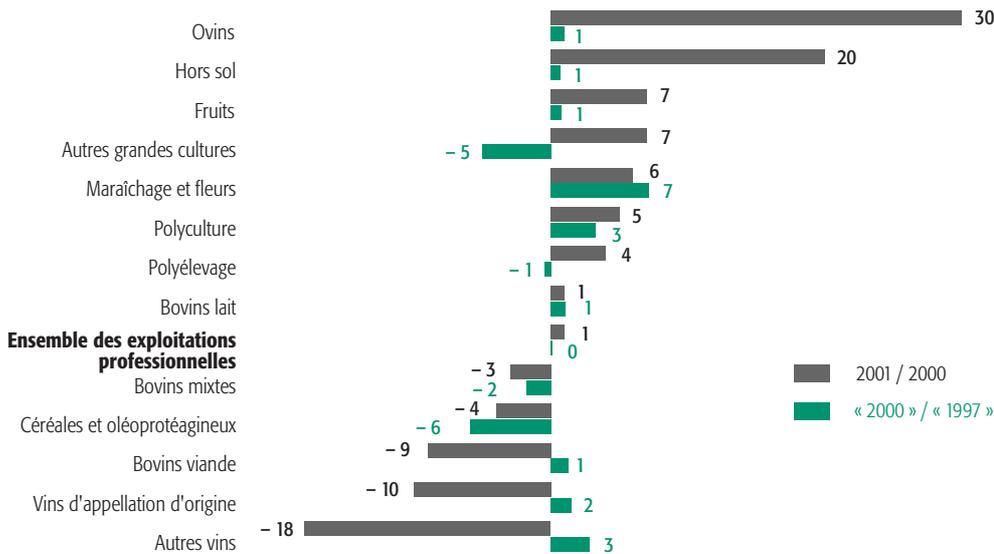
Grosses disparités en élevage bovin

En élevage bovin, le résultat agricole moyen diminuerait de 3 %. Il progresserait de 1 % en élevage laitier et baisserait de 9 % chez les producteurs de viande bovine. Le résultat des éleveurs spécialisés dans la viande augmenterait néanmoins de 4 % entre 1999 et 2001 avec de fortes disparités selon les types d'élevage. Cette croissance s'explique par la revalorisation des aides communautaires de l'Agenda 2000, et par le versement d'aides nationales exceptionnelles. Mais elle est également due à la baisse du nombre de personnes employées dans les exploitations. L'estimation du résultat retrace, comme en comptabilité d'entreprise, les mouvements de la production et ne rend pas compte des difficultés de trésorerie des éleveurs. En 2001 malgré une légère remontée des prix au fil des mois, la chute des cours atteint en moyenne 15 %. Elle dépasserait 20 % pour les brou-tards. Cette baisse de prix intervenue en fin d'année 2000, >

En 2001, la viticulture et l'élevage bovin tirent le résultat à la baisse

Évolution du résultat agricole par actif en termes réels

en % annuel



« 1997 » et « 2000 » : moyennes triennales centrées sur les années 1997 et 2000

Source : Agreste - Comptes par catégorie d'exploitations



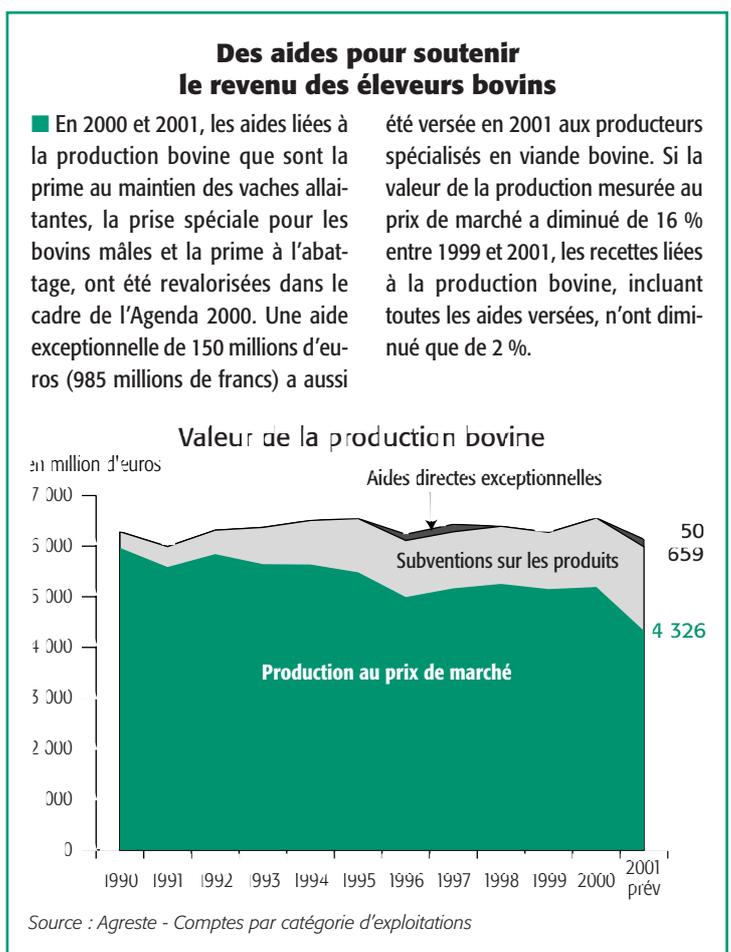
➤ n'avait alors eu qu'un impact limité sur le résultat des exploitants. En 2001, les ventes de bovins devraient augmenter de 2 %. Mais bien que les surfectifs d'animaux ne soient pas totalement résorbés, ils sont plus faibles qu'en 2000. Les aides européennes sont de nouveau revalorisées : 12,5 % pour la prime au maintien des vaches allaitantes, 15 % pour la prime spéciale pour les bovins mâles, et doublement pour la prime à l'abattage. Au total, les subventions liées à la viande bovine augmentent de 22 %. D'autres facteurs contribuent en 2001 à limiter les effets de la crise sur les élevages. D'une part, le prix du lait augmente en moyenne annuelle de 5 %, soit la plus importante amélioration en termes réels depuis 1972. D'autre part, les éleveurs spécialisés en viande sont les principaux bénéficiaires du versement d'une aide directe exceptionnelle de 150 millions d'euros. Ils ont aussi eu droit à des prises en charges d'intérêts décidées dans le cadre du Fonds d'allégement des charges financières.

Bonne année pour le hors sol

Les résultats par actif des exploitations d'élevages ovin et hors sol progresseraient respectivement de 30 % et 20 %. Outre les reports de consommation, les éleveurs ovins bénéficient de la limitation des exportations britanniques liée aux problèmes sanitaires. Les prix de marché des ovins augmentent de 24 %. Et les tonnages progressent alors qu'ils diminuaient de 2 % par an depuis dix ans. Les prix des porcs, malgré un tassement au second semestre, augmentent de 18 % et ceux des volailles de 8 %.

Stabilité en grandes cultures

Le résultat moyen des exploitations de grandes cultures serait stable en 2001. Il diminuerait de 4 % dans les unités spécialisées



en céréales, oléagineux et protéagineux. Et il progresserait de 7 % dans les autres exploitations de grandes cultures grâce à la hausse de prix des pommes de terre. Pour les exploitations céréalières spécialisées, il s'agirait de la quatrième année consécutive de baisse du résultat agricole, qui reviendrait en termes réels à son niveau de 1990. En 2001, les conditions climatiques du début de l'année ont perturbé l'implantation des cultures. Globalement, la sole en céréales, oléagineux et protéagineux recule de 3 % et les rendements sont inférieurs à ceux de 2000. Face au recul de la production, les cours sont fermes. Malgré la baisse de 8 % du prix d'intervention, le prix des céréales progresserait de plus de 5 %. Celui des oléagineux, dont la récolte a diminué de 25 % en deux ans, augmenterait de 23 %. La valeur de la production de betteraves industrielles évo-

lue peu. Les subventions liées aux céréales et aux oléoprotéagineux sont stables avec une hausse de 7,4 % de la prime à l'hectare pour les céréales, et un recul de 11,5 % de celle versée pour les oléagineux. Cette seconde baisse consécutive amènera en 2002 la prime aux oléagineux au niveau de celle versée pour les céréales. Les achats d'engrais évoluent peu avec une hausse de prix de 15 % sur la campagne 2000-2001, et un recul de 12 % des quantités. Les achats de produits de protection des cultures diminuent fortement.

Faibles récoltes et baisse des prix en viticulture

Le résultat moyen des exploitations viticoles diminuerait de 12 % en 2001, avec une baisse de 18 % pour la viticulture courante et de 10 % pour la viticulture d'appellation. Cette seconde baisse consécutive ➤

Pour en savoir plus...

■ « Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2000 », *Insee Première*, n° 816, décembre 2001

■ « Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2000 », *Agreste-Cahiers*, Hors série n° 3, décembre 2001

et le site Internet du Scees : agreste.agriculture.gouv.fr

rompt avec l'amélioration continue du revenu viticole intervenue depuis 1991. La récolte de vins diminue de près de 4 millions d'hectolitres par rapport à celle de 2000, et de plus de 2 millions d'hectolitres par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Malgré cette baisse, les disponibilités en début de campagne sont importantes compte tenu du gonflement continu des stocks. Ils pèseront sur les cours de la campagne. Les prix des vins d'appellation, hors champagne, devraient baisser légèrement pour la troisième année consécutive. Mais ils avaient augmenté de 37 % entre 1992 et 1998. Malgré des mesures de distillation exceptionnelles décidées par l'Union européenne, les cours des vins de table diminueraient de 8 %.

Progression pour les arboriculteurs

Les résultats moyens des exploitations horticoles et fruitières augmenteraient respectivement de 6 % et 7 %. La campagne légumière s'est déroulée sans problème majeur avec une hausse moyenne des prix de 2 %. Les récoltes des principaux fruits sont plutôt faibles, mais les prix sont très favorables.

Maurice Desriers

Scees - Bureau comptes et revenus

Incidence de la valorisation des stocks sur la mesure du revenu en élevage bovin

■ Dans les comptes de l'agriculture comme dans les comptabilités de gestion, la valeur de la production bovine est égale à la somme des ventes et des variations de valeur des stocks ou des animaux de souche présents en fin d'année. Or, la valorisation du cheptel immobilisé nécessite le recours à des conventions, qui influent sur la mesure du résultat. Elles interviennent d'autant plus que les variations de prix du cheptel sont importantes entre les dates de clôture et d'ouverture de l'exercice comptable.

■ Dans les comptes de l'agriculture, les variations d'inventaire sont égales à la variation des effectifs présents entre la fin et le début de l'année, valorisée par le prix moyen de l'année. Ils ne mesurent donc pas la dépréciation ou l'appréciation liées aux variations de prix entre la fin et le début de l'année. Cette approche, retenue dans les comptes nationaux, permet de disposer de séries longues cohérentes d'évolution du revenu. Dans les comptabilités de gestion comme par exemple le Réseau d'information comptable agricole (Rica), les variations d'inventaire sont estimées en valorisant les

animaux présents en début et fin d'exercice par les prix de début et de fin d'exercice. Conséquence de la baisse des cours, le Rica enregistre en 2000 une forte dépréciation de la valeur des stocks. Elle aurait été plus forte encore si les variations des prix retenues dans les comptabilités des exploitations n'avaient pas été minimisées par « prudence ». Ce qui met bien en évidence le caractère conventionnel des deux approches.

■ Si on reconstitue les résultats des comptes par catégorie d'exploitations de l'année 2000 à partir de la mesure des stocks faite avec les prix et la méthode du Rica, l'évolution du résultat agricole moyen par actif passe de + 14 % à + 2 %. En revanche, selon les mêmes hypothèses, et avec l'évolution des prix constatée, la correction interviendra en sens inverse en 2001. En optique trésorerie, c'est-à-dire en tenant compte seulement de l'évolution des ventes d'animaux, le résultat agricole aurait moins augmenté en 2000 et aurait moins diminué en 2001. Mais sur deux ans, son évolution demeurerait légèrement positive.

Évolution du résultat agricole moyen par actif de l'orientation « bovins viande » calculé selon différentes approches

Comptes par catégorie d'exploitations	2000/1999 (en %)	2001/2000 (en %)
Approche comptes nationaux	+ 14	- 9
Approche comptabilité de gestion avec les prix du Rica 2000	+ 2	...
Optique trésorerie	+ 6	- 3

Source : Agreste - Comptes par catégorie d'exploitations

Méthodologie

■ Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les résultats annuels des principales orientations de production. Ils sont établis par le Scees grâce à une ventilation du compte national de la branche agricole. Ils ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du résultat d'exploitation dégagé par l'activité de production agricole de l'ensemble de l'année. Comme le compte national, ils sont établis dans l'optique de la production.

■ Les comptes par catégorie d'exploitations sont établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines

professionnelles. Au contraire du compte national, ils ne couvrent donc pas les entreprises de travaux agricoles, les coopératives d'utilisation du matériel agricole, ni les exploitations des départements d'outre-mer. Ils utilisent cependant le cadre comptable et les indicateurs de revenu du compte national.

■ Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 10 décembre 2001.

Évolution et niveau relatif du résultat agricole par actif en valeur réelle

Catégorie d'exploitations	Résultat agricole par actif (variation en %)			Résultat agricole par actif (indice expl. profess. = 100)		Nombre d'UTA ¹ totales (en millier)	
	2000 / 1999	2001 / 2000	« 2000 » / « 1997 »	« 1991 »	« 2000 »	2001 Prév.	2001 / 2000
Ensemble des exploitations professionnelles	+0,2	0	+ 0	100	100	842	-1,3
Céréales et oléoprotéagineux	- 13	- 4	- 6	134	112	99	+ 0,2
Autres grandes cultures	- 2	+ 7	- 5	133	116	63	- 0,9
Maraîchage et fleurs	+ 7	+ 6	+ 7	86	101	61	- 0,6
Viticulture	- 8	- 12	+ 2	144	138	138	+ 0,2
Vins d'Appellation d'origine	- 8	- 10	+ 2	158	153	100	+ 0,1
Autres vins	- 7	- 18	+ 3	112	98	38	+ 0,4
Arboriculture fruitière	+ 1	+ 7	+ 1	103	84	56	- 0,5
Bovins	+ 8	- 3	+ 1	70	76	193	- 3,8
Bovins lait	+ 5	+ 1	+ 1	67	76	101	- 5,3
Bovins viande	+ 14	- 9	+ 1	80	80	60	- 2,0
Bovins mixtes	+ 5	- 3	- 2	60	69	32	- 2,3
Ovins et autres herbivores dont Ovins	+ 2 + 3	+ 18 + 30	0 + 1	58 60	52 59	39 15	- 1,9 - 2,7
Hors sol	+ 29	+ 20	+ 1	161	140	43	+ 0,7
Polyculture	+ 3	+ 5	+ 3	109	112	38	- 3,6
Cultures et élevages	+ 2	+ 4	- 1	73	82	113	- 0,8
Exploitations non professionnelles	- 10	- 7	- 1	28	22	101	-5,8
Ensemble des exploitations	0	+ 1	+ 1	89	91	943	-1,8

« 1997 » et « 2000 » : moyennes triennales centrées sur les années 1997 et 2000.

NB : Les résultats étant présentés en moyenne par exploitation dans les divers tableaux, les évolutions calculées par catégories regroupées peuvent dépasser les bornes des variations constatées au niveau des catégories élémentaires les constituant.

1. UTA : unité travail année

Source : Agreste - Comptes par catégorie d'exploitations



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Agreste : la statistique agricole

Direction des affaires financières. SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES

251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 01 49 55 85 85 – Fax : 01 49 55 85 03

Directeur de la publication : José Rey ■ Rédacteur en chef : Laurent Bisault ■ Conception : Yann Le Chevalier ■ Composition : Scees

■ Impression : Imprimerie Médous, Toulouse ■ Dépôt légal : à parution ■ ISSN : 0246-1803 ■ Prix : 16 F – 2,44 € ■ © Agreste 2001